

La souffrance des enseignants, un mal connu mais ignoré

Rien n'est fait pour améliorer un climat détérioré à l'école, explique Laurent Frajeran, professeur et responsable de l'enquête Militens

Par LAURENT FRAJERMAN

Le phénomène #pasdevagues révèle l'importance de la souffrance enseignante ordinaire, peu perceptible, notamment parce que les intéressés ne veulent pas toujours s'exposer au risque d'être stigmatisés. Or, dès 2009, l'enquête internationale PISA a mis en lumière le fait que la France est l'un des pays dans lesquels les cours sont les plus perturbés. Les résultats scolaires ont beau être lourdement affectés par ce climat détérioré, aucune politique conséquente n'en a résulté, y compris avec le nouveau ministre de l'éducation nationale, M. Blanquer.

Ce mouvement rencontre un très fort écho chez les professeurs, même s'ils ne sont sans doute pas dupes des fausses informations charriées par les réseaux sociaux. Au-delà de la solidarité, beaucoup s'identifient à leur collègue de Créteil. Pas moins de 37 % déclarent avoir fait l'objet d'*«insultes ou de propos calomnieux en face-à-face»* de la part d'élèves ou de parents d'élèves, et cela lors

**LES ENSEIGNANTS
VIVENT TOUS,
À DES DEGRÉS DIVERS,
UNE TENSION INTERNE
ENTRE APPROCHE
ÉDUCATIVE
ET RÉPRESSIVE**

d'une seule année (sondage IFOP 2014). La proportion est deux fois plus élevée que pour l'ensemble des autres professions (enquête Cadre de vie et sécurité, Insee, 2014). Le discours antihierarchique donne du sens à cette expérience.

Le phénomène #Pasdevagues doit sa force à l'agrégation de colères hétérogènes. L'absence de programme précis et réaliste permet de dépasser les clivages

du milieu. En effet, les enseignants sont divisés sur le renforcement des sanctions, et ceux qui s'expriment actuellement ont un profil particulier. Il ne faut donc pas s'imaginer que ce cri génère un consensus. Mais beaucoup ressentent ce qui exaspère une minorité : la montée des exigences envers les professeurs, et l'intolérance aux difficultés d'enseignement, qui s'exprime par les signalements croissants au rectorat de la part des parents.

Le positionnement à adopter envers les élèves suscite régulièrement des conflits de valeurs feutrés dans les salles de professeurs. Les récentes propositions de M. Blanquer sont donc loin de faire l'unanimité : la moitié des professeurs contestait en 2017 l'idée de *«créer des établissements spécialisés pour les élèves perturbateurs»* (sondage IFOP). En 2014, 51 % avaient *«le sentiment de disposer de suffisamment de moyens réglementaires pour assurer»* leur autorité et 44 % refusaient de légaliser le droit de donner des *«lignes à copier à un élève en raison de son comportement»* (sondage IFOP).

L'opposition franche entre deux visions se conjugue à un autre phénomène : les enseignants vivent tous, à des degrés divers, une tension interne entre approche éducative et répressive. Connus pour leur libéralisme culturel, mais professionnels de la gestion de groupes, ils s'avèrent ambivalents sur l'autorité. Parmi les caractéristiques qui définissent un bon professeur, ils mettent le fait de *«faire preuve d'autorité»* en milieu de classement, loin derrière un rapport positif aux élèves et au savoir (questionnaire représentatif Militens, 1374 professeurs de collège et lycée, 2017). Comme l'écrit l'universitaire Bruno Robbes, l'enjeu est pour eux de relever le défi de *«l'autorité éducative»*.

Ainsi, la présence de policiers ne répond pas à une demande enseignante, qui se focalise sur la gestion de classe. S'ils ne se convertissent pas à l'idéologie sécuritaire, les professeurs sont depuis longtemps sensibles aux discours nostalgiques : en 1984, 63 % d'entre eux approuvaient déjà l'idée *«qu'on est allés trop loin depuis une dizaine d'années et qu'il faut revenir à davantage de discipline à l'école»* (sondage Sofres).

SOLITUDE ET MANQUE DE COLLECTIF

Une moitié des professeurs considère *«le*

manque de soutien de la hiérarchie» comme une difficulté à laquelle elle est confrontée dans sa vie professionnelle (Militens, 2017). Les plus mécontents, un quart de la profession, forment un groupe à part, dont le discours correspond aux caractéristiques de ce mouvement social inédit. Leur étude aide à comprendre ceux qui ont utilisé le hashtag. Ces enseignants se signalent par des soucis multiformes (sur les rapports avec les élèves et les parents, l'administration, l'indiscipline des élèves, etc.). Leur insatisfaction globale est supérieure de 24 points à la moyenne des enseignants. Ils considèrent nettement plus que leurs collègues que l'échec scolaire est une difficulté professionnelle importante ; la gestion de l'hétérogénéité des classes les inquiète. L'enseignement reste au cœur de leur problématique, leur souffrance est encadrée dans les épreuves du quotidien. Comme l'a montré la sociologue Françoise Lantheaume, elle provient de l'évolution du métier, générant un sentiment d'*«impuissance à agir»*.

Depuis les années 1990, la thématique des incivilités provoque des conflits lo-

caux durs, les professeurs mobilisés exigeant des moyens supplémentaires et, quelquefois, le départ de chefs d'établissement jugés autoritaires envers eux et laxistes envers les élèves. La sociologue Anne Barrère a établi que la discipline représente l'un des points de friction essentiels avec les chefs d'établissement. Aujourd'hui, si l'image de ces derniers reste bonne, malgré la pesanteur de l'institution, 61 % des professeurs mécontents de la hiérarchie en général entretiennent également une mauvaise relation avec leur management de proximité (Militens, 2017).

On prône souvent une prise en charge collective du désordre scolaire, à l'instar de ce qui existe dans certains établissements de réseaux d'éducation prioritaire (REP). Mais les plus concernés n'y sont pas favorables : ils sont particulièrement opposés à l'autonomie de l'établissement, au renforcement du pouvoir hiérarchique, à la *«multiplication des réunions»*. Pourtant la *«solitude, le manque de collectif»* leur pèsent (ils sont 21 points de plus que l'ensemble de la profession à s'y déclarer tout à fait sensibles) et ils exercent autant de responsabilités que leurs collègues dans l'établissement. Ces professeurs ne se désinves-

tissent pas, mais se défient d'une régulation locale dont ils craignent qu'elle soit plus managériale que démocratique. Surtout, ils ne souhaitent pas s'attarder plus longtemps dans ce lieu de vie auquel ils ne sont pas attachés (ils sont 17 points de moins que l'ensemble de la profession à estimer que l'établissement est «convivial»).

La critique de la hiérarchie peut donc revêtir chez beaucoup d'enseignants un caractère délégitime; aux chefs d'arbitrer, de s'occuper de la périphérie de la salle de classe; à eux d'enseigner. Il ne

sera pas simple d'unir les forces pour améliorer le climat scolaire, d'autant

que les enjeux sont multiples (protection et formation de la jeunesse, prévention de la délinquance juvénile, souffrance au travail...). Pour cela, des déclarations sur le respect des valeurs de la République et quelques mesures destinées à impressionner l'opinion publique ne suffiront pas. Il faut mettre à l'ordre du jour un budget approprié et des réponses cohérentes qui n'opposent pas sanctions nécessaires et humanisme.

Les décrets de 2011 relatifs à la discipline avaient pour objectif de «réaffirmer le respect des règles et limiter les exclusions, temporaires ou définitives, afin d'éviter tout risque de déscolarisation» (vade-

mecum du ministère). Le taux d'exclusion définitive d'un établissement représente 0,45 % des élèves, à comparer avec un taux d'incidents graves de 1,4 % (enquête SIVIS, DEPP, ministère). Il y a urgence à se soucier autant des élèves perturbateurs que de ceux qui sont empêchés de suivre les cours, et à créer les conditions d'une implication de tous, par exemple en rendant publiques les lettres de mission des chefs d'établissement et en donnant du temps au débat. ■



Laurent Frajerman est professeur agrégé d'histoire au lycée Guillaume-Apol-

linaire de Thiais (Val-de-Marne) et responsable de l'enquête Militens. Cette dernière porte sur le rapport des enseignants à l'engagement. 1 374 professeurs de lycée et de collège ont été interrogés en 2017 par le Ceraps-université de Lille, à partir d'un échantillon aléatoire fourni par le département de la recherche du ministère (DEPP), en collaboration avec l'Institut de recherches de la FSU

Les réseaux sociaux marquent la fin du silence

En octobre, Akli Tadjer révélait sur Internet que des lycéens avaient refusé de lire l'un de ses romans sous prétexte qu'il ne concernait pas la France. Il faut faire étudier des œuvres montrant la diversité du pays, estime l'écrivain Mabrouck Rachedi

Par MABROUCK RACHEDI

Début octobre, des lycéens dans la Somme ont refusé de lire des extraits du roman d'Akli Tadjer, *Le Porteur de cartable* (Jean-Claude Lattès, 2002), sous prétexte que l'auteur n'était pas français, que l'histoire ne concernait pas la France, que le livre comportait des mots arabes, que le héros s'appelait Messaoud... La professeure de français qui l'avait proposé à ses élèves a envoyé un mail à l'auteur franco-algérien, qui s'en est fait l'écho sur les réseaux sociaux. *Le Courrier picard* en a fait sa «une» et, depuis, l'événement a été relayé par plusieurs publications nationales. Récemment, le député LRM des Landes Lionel Causse a demandé l'inscription du livre au programme du bac

de français. Une visite d'Akli Tadjer au lycée a été programmée le 16 novembre, il en profitera pour faire découvrir aux élèves les tombes des soldats africains morts pour la France lors de la première guerre mondiale.

Cette parole raciste dans un lycée est grave et chacun des acteurs a réagi comme il le fallait en de pareilles circonstances. Il faut bien prendre conscience que c'est à la fois un cas rare et un cas banal. Un cas rare, car il a fallu un concours de circonstances exceptionnelles pour qu'elle devienne publique, et que M^{me} Macron, picarde comme son mari, lise le *Courrier picard* et s'en ouvre auprès du ministre de l'éducation nationale.

C'est aussi un cas banal de racisme ordinaire. En plus de dix ans d'interventions en milieu scolaire, j'ai été témoin

de quelques scènes similaires, en particulier lors d'ateliers d'écriture sur le racisme. Je ne suis pas une exception: d'autres auteurs avec qui j'ai échangé ont eux aussi constaté ce genre de prises de parole virulentes, y compris de la part de publics très jeunes.

Le mouvement #metoo a contribué à soulever la chape de plomb autour de nombreux tabous de notre société. La prise de conscience que la parole citoyenne pouvait changer les choses a peut-être été un déclic conscient ou inconscient à tous les niveaux de la chaîne. Avant, témoigner revenait à crier dans le désert. Sans les réseaux sociaux, cette affaire n'aurait eu pour seul écho que la salle des profs du lycée.

Le silence qui a prévalu jusque-là s'explique par la réaction de l'institution, qui ne souhaite surtout pas faire de vagues pour une question de réputation: il est significatif que la hiérarchie de la professeure ne l'ait pas soutenue, bien au contraire, avant que la polémique enfle. Combien de faits de ce genre sont-ils étouffés parce qu'on a peur des conséquences sur l'image des établissements? On m'a personnellement plusieurs fois

demandé de ne pas ébruiter certains propos, certains faits, ce que j'ai fait (et que je continuerai à faire quand on me le demandera) pour ne pas mettre la carrière de certains professeurs en danger face à leur hiérarchie.

SENTIMENT D'APPARTENANCE

Cette affaire n'est pas un fait divers, c'est un fait de société. Elle est politique. La réponse doit être politique. Le député Lionel Causse s'en est justement saisi, mais j'ai peur que sa proposition soit insuffisante. Soit on considère que

le problème concerne les lycéens en question, soit on prend le problème plus largement.

En l'occurrence, je pense qu'on doit se poser la question de la représentation des populations issues de l'immigration dans les livres et de la place de cette littérature dans les programmes scolaires. *Le Porteur de cartable* et d'autres livres formidables pourraient avoir leur place dans les programmes scolaires pour montrer à un maximum de personnes que des Messaoud ou des Malik font non seulement partie de l'histoire de France, mais qu'ils écrivent aussi des livres. Ce serait à la fois profitable pour les populations issues de l'immigration qui manquent de modèles en dehors des joueurs de foot et de rappeurs, et pour les autres, qui s'habitueront à les voir mis en scène et se mettre en scène dans le roman national qu'ils co-écrivent.

L'éducation nationale, parce qu'elle est nationale, parce que c'est au cœur de sa mission, a un rôle décisif sur le sentiment d'appartenance commune. Notre effort doit en particulier porter sur la jeunesse à un âge où les représentations et la prise de conscience politique se forment. Espérons que les politiques ne feront pas un coup en réagissant à chaud à un événement et qu'ils se saisiront de l'opportunité de repenser en profondeur la manière d'associer les populations issues de l'immigration dans la mission la plus noble de l'État: l'éducation. ■



Mabrouck Rachedi est notamment l'auteur de «Toutes les couleurs de mon drapeau» (*L'Ecole des loisirs*, 88 pages, 12 €)

Des policiers à l'école, une solution « poudre aux yeux »

Inutile de chercher aux maux de l'éducation nationale des remèdes venant d'une autre institution ; c'est en son sein qu'il faut trouver la réponse, affirme une enseignante

Par MATHILDE FERÉZ

La récente agression contre une professeure dans un lycée du Val-de-Marne a mis, pendant quelques jours au moins, le sujet de la violence à l'école sous les feux de la rampe. Mais cet événement a surtout permis à Jean-Michel Blanquer de regonfler, si besoin était, sa renommée. Ministre déjà populaire, les déclarations qui ont suivi l'affaire l'ont hissé au rang des meilleurs ministres d'Emmanuel Macron. Et une bonne partie des Français saluent son « courage », selon un sondage Odoxa réalisé les 24 et 25 octobre. Etrange qualificatif pour ce ministre qui, jusqu'alors, fait surtout ce qu'il peut. Il aurait été bien plus à propos de saluer le courage de ceux qui, chaque jour, sont face à des classes de trente élèves, afin d'essayer de leur inculquer les subtilités d'une discipline.

La vidéo de l'agression qui a circulé sur les réseaux sociaux est un exemple d'état paroxystique de la violence dans les établissements – même s'il peut se produire, et s'est même déjà produit, bien pire. La plupart du temps, les cours en collège ou en lycée, même en banlieue parisienne, se déroulent normalement. Ou plus ou moins normalement. Et c'est justement ce « plus ou moins » dont on ne parle jamais et que les ministres, les uns après les autres, cherchent à mettre sous le tapis. Le vrai courage reviendrait à traiter ce plus ou moins, cet entre-deux qui épuise chaque jour les professeurs qui essaient de faire tourner la machine. Mais il est plus facile de laisser traîner cet entre-deux, puisqu'il donne l'illusion que tout fonctionne, tandis que les problèmes s'accumulent. Je n'en ferai pas la liste ici car une tribune ne suffirait pas. Concentrons-nous seulement sur la question de la violence.

Il me semble tout d'abord quelque peu naïf de s'étonner que l'école soit un lieu de violence. Il s'agit en effet d'un espace fermé où sont réunis contre leur gré pendant sept heures des élèves soumis à l'effort et à la discipline. Bien entendu, il ne

s'agit pas d'une violence brutale ni corporelle, mais d'un « pouvoir modeste, soupçonneux », pour reprendre les mots de Michel Foucault, qui canalise les désirs, les pulsions et, de ce fait, dresse les corps. Certains de mes élèves, qui n'ont pourtant jamais lu Foucault, nomment d'ailleurs le collège « prison ».

En tant que professeure, et comme républicaine, je vois évidemment des vertus à cette forme de violence, tant que cet arasement permet l'émergence, par la suite, d'un libre arbitre et d'une libre pensée. Cette violence disciplinaire répond à une nécessité sociale que l'on comprend aisément dès lors que l'on passe ne serait-ce que quelques heures dans un établissement. Aller chercher des élèves dans la cour de récréation pour les mener à la salle de classe relève presque de l'odyssée. L'impossibilité de constituer un rang ordonné dans la cour, les cris dans les escaliers, la violence des élèves entre eux, qu'elle soit physique ou verbale, le manque de civilité générale sont des exemples de violences auxquelles le professeur est confronté. Contre la violence de la règle se heurte la résistance de l'élève. Il y a donc un entrechoquement des violences constitutif du cadre scolaire.

RÉINSTITUER UNE DISCIPLINE

Cette violence considérée, il n'en demeure pas moins que proposer une présence policière, même ponctuelle, demeure, dans la plupart des cas, une solution poudre aux yeux. Le citoyen est sans doute rassuré car la force s'expose. Mais la vie dans les écoles n'en sera pas métamorphosée. Il n'est donc pas utile de déposséder un autre secteur de la fonction publique – qui souffre aussi de sous-effectifs – quand la solution pourrait venir de l'intérieur. Être plus vigilant sur le projet pédagogique des chefs d'établissement, et sur leur réel investissement, recruter le nombre suffisant d'assistants d'éducation, et les former brièvement, constitueraient déjà une étape essentielle dans l'amélioration des conditions d'enseignement dans le secondaire.

En parallèle, il est évidemment absolument nécessaire de penser la situation des enseignants. Si la suppression annoncée de 1800 postes voit réellement le jour, l'apaisement dans les établissements n'est pas près d'advenir. Car l'on peut toujours agir à la petite semaine et considérer que boucher les trous avec des remplaçants titulaires ou des contractuels fait l'affaire, mais il n'en est rien. Tout d'abord, les contractuels n'ont pas forcément le bagage académique suffisant pour assurer leur mission de transmission, et ils ne reçoivent par ailleurs aucune formation à la pédagogie. Ensuite, recourir systématiquement à des professeurs pour de courtes durées fragilise les équipes enseignantes, qui ne peuvent construire de projets à long terme, féconds pour encadrer la progression tant intellectuelle que disciplinaire de l'élève – l'un va rarement sans l'autre.

Par conséquent, il serait préférable, plutôt que de serrer la vis, de maintenir, voire d'augmenter légèrement, le nombre de recrutements. Mais que l'on s'entende bien : cela doit toujours aller de pair avec le maintien d'une grande exigence lors des concours, et ce pour au moins deux raisons. D'abord, parce qu'un savoir maîtrisé contribue évidemment à construire une pédagogie subtile. Ensuite, parce que la meilleure façon d'exercer la discipline consiste à maîtriser celle qu'on a à charge d'enseigner. Réfléchir à cette question de manière globale et durable permettrait de reconstruire plus solidement les fondations du château de cartes qu'est devenue l'éducation nationale. Ce n'est qu'à ce prix que l'école française pourra réinstaurer une discipline au sens le plus noble du terme, qui lui permettra d'être certes un lieu de dressage, mais surtout un lieu de savoirs où sont formés de futurs citoyens éclairés. ■



Mathilde Ferez est professeure agrégée de lettres modernes au collège Pierre-de-Ronsard à L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne)